

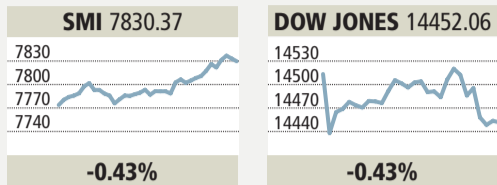
L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

LION AIR (LOW COST INDONÉSIE) ET AIRBUS

Le plus grand contrat de tous les temps **PAGE 23**

JA-PP/JOURNAL — CASE POSTALE 5031 — CH-1002 LAUSANNE



GLOBAL COMMODITIES FORUM

Tous les opérateurs réunis à Genève

PAGE 9

AIR TRANSPORT NEWS PRIME GENÈVE

Intronisé Aéroport de l'année

PAGE 8

GRUPE MIKRON À BIENNE SUR 12 MOIS

Très supérieur aux prévisions

PAGE 6

TORNOS APRÈS SES PERTES ANNUELLES

Nouvelle configuration en place

PAGE 5

VINS PORTUGAIS VENDUS DANS LE MONDE

Le débouché suisse a explosé

PAGE 8

LE FEUILLETON TRANSOCEAN - ICAHN

Propositions très mal accueillies

PAGE 6

PRODUITS LES PLUS ACHETÉS SUR LE WEB

Toutes les formes de billetterie

PAGE 8

ECONOMIESUISSE SUR LA DÉFENSIVE

Un nouveau membre annoncé

PAGE 9

Vaste transfert sur des brevets



THIERRY MERESSE. Créé en 2010, Novaton vient de procéder à l'acquisition de la propriété intellectuelle de la société neuchâteloise Nolaris, active dans le développement d'îles solaires. Novaton est également sur le point de signer plusieurs contrats au Moyen-Orient, notamment pour des projets d'usines de désalinisation. Le président exécutif table sur un chiffre d'affaires de 20 millions de francs d'ici 2015. **PAGE 8**

Les marchés réagissent mal et Chypre plus mal encore

La taxe de désendettement public imposée par l'UE sur les dépôts bancaires est bien trop innovante pour rassurer.

PHILIPPE REY

Les craintes liées à la zone euro ont ressurgi hier sur les marchés des actions suite à l'annonce ce week-end d'une taxe imposée par l'UE et le FMI sur les dépôts bancaires à Chypre (lire aussi pages 10-11-12-21-24). Les marchés européens ont chuté, dans le sillage du Japon. L'ouverture a été plus faible à Wall Street. L'euro a été déstabilisé tangué contre le franc et le dollar. Est-ce une nouvelle crise de confiance, ou une sorte de prétexte pour justifier une baisse des

marchés? En particulier du marché suisse, qui avait gagné vendredi plus de 15% depuis fin 2012? Un peu des deux sans doute.

Le plan d'aide européen à Chypre fait ressurgir le spectre de l'endettement en zone euro, négligée ces derniers mois par l'anticipation d'une reprise de l'activité mondiale et des résultats en hausse ou solide pour la plupart des entreprises cotées. Les analyses négatives se multiplient de nouveau. Le paquet d'aide à Chypre modifie considérablement les règles du

jeu. Il faut s'attendre à une déstabilisation de l'euro et des marchés liés par une atténuation de la confiance des investisseurs. Le projet de taxes concocté pour Chypre représente une sorte d'attaque contre la propriété privée et est de nature à induire de nouvelles peurs (est-ce un précédent?). Avec une sensible reprise de la volatilité.

Une expansion des multiples pour les actions européennes (suisse en particulier) a eu lieu ces dernières semaines en raison de sentiments positifs. Cette séré-

rité a été ébranlée hier. Morgan Stanley escompte aussitôt une correction de ces multiples.

En même temps, un recul des marchés de 5% à 10% se justifie par rapport aux niveaux de valorisation actuels.

Elle permettrait de calmer les ardeurs d'investisseurs qui ont manqué une bonne partie de la hausse survenue depuis mars 2009 ou août 2011, et qui se sont précipités récemment vers le marché des actions sans avoir toujours une idée de la valeur des actifs acquis.

SUITE PAGE 13

PERSPECTIVES DU PRIVATE EQUITY EN EUROPE

Le danger latent de standardisation

DÖRTE HÖPPNER. La secrétaire générale de l'ECVA (European Private Equity and Venture Capital Association) s'en prend à la volonté politique de sur-réglementer le secteur. **PAGE 3**



ÉDITORIAL PIERRE BESSARD

Le FMI pas toujours de bon conseil

L'exercice d'examen annuel du FMI est une formalité pour la Suisse. Mais derrière la stabilité apparente à toute épreuve (bonne tenue intrigante de l'économie malgré la faiblesse de la demande extérieure), quelques nuages n'ont pas disparu. Le bilan alourdi de la Banque nationale en fait partie. Le FMI recommande pour l'heure le maintien du cours plancher contre euro, mais des efforts supplémentaires seront nécessaires pour augmenter les fonds propres en cas de pertes massives. L'indépendance même de la BNS pourrait être sinon remise en question. Cet avertissement rappelle que les interventions sans précédent opérées ces dernières années sont assorties d'un degré important d'incertitude. Le retour prévu d'un taux d'inflation positif en début d'année prochaine souligne tout autant l'attention à porter à la dimension monétaire. Et ceci au-delà de la question du marché immobilier, qui pourrait nécessiter de renoncer aux incitations fiscales actuelles. En tout état de cause, les manœuvres monétaires sont un foyer latent qu'il convient de garder sous contrôle. Là où le FMI est nettement moins convaincant, c'est lorsqu'il entrevoit le potentiel de politique budgétaire

plus expansive. Alors que de nombreux pays européens sont en difficultés précisément pour cette raison et doivent recourir à des hausses d'impôts dommageables pour l'économie, selon les recettes souvent désastreuses avancées par le FMI, il est surprenant d'entendre la cheffe de mission de l'organisation créée à Bretton Woods plaisanter que «Keynes n'est jamais arrivé en Suisse». On peut s'en réjouir. La Suisse a donné naissance à l'influent économiste Karl Brunner, l'un des principaux opposants, avec Allan Metzler et Milton Friedman, des sophismes keynésiens: son influence explique en partie la relative bonne position du pays aujourd'hui. Comme l'a paradoxalement rappelé hier Serge Gaillard (directeur de l'Administration fédérale des Finances), des budgets plus expansifs n'auraient aucun sens: non seulement une telle politique mettrait en danger l'équilibre en cas de choc, par exemple dans l'éventualité d'une hausse significative du chômage, mais elle soutiendrait artificiellement la forte demande intérieure. On peut relever aussi que la Confédération a doublé de volume en termes absolus sur vingt ans. Et cela a également un coût. ■

Tassement du soutien au secret bancaire

La majorité qui lui est favorable reste très solide. Mais elle se réduit.

CHRISTIAN AFFOLTER

Le sondage traditionnel de l'Association suisse des banquiers (ASB) sur les attitudes de la population suisse vis-à-vis des banques évoque dans son édition 2013 des évolutions dans une opinion longtemps considérée comme immuable. Les mille sondés de l'échantillon représentatif sont certes encore 86% (contre 91% en 2011) à partager l'avis qu'il est «fondamentalement juste de protéger les données financières des clients des banques vis-à-vis de tiers» (le sondage définit ainsi le secret bancaire). Une approbation qui va au-delà des clivages politiques: même trois quarts des sym-

pathisants de la gauche y adhèrent.

Mais la part de ceux répondant par la négative (11%) n'a jamais été aussi élevée. Ils n'ont jamais été autant (59%) à considérer que le secret bancaire changera probablement de forme d'ici cinq ans, le Tessin (52% pour la stabilité) et la Suisse romande (41%) restant plus optimistes quant à son maintien dans la forme actuelle. Et seuls 38% estiment que les autorités devraient s'engager davantage pour le secret bancaire (la Suisse romande affiche pourtant une majorité de 53%). 10% jugeant même qu'elles en font trop. Une majorité de deux tiers pense toujours que la Suisse ne devrait pas adopter l'échange automatique d'informations. Mais cette part est elle aussi en diminution (70% en 2010), 31% étant même de l'avis opposé. **PAGE 4**

Deutsche Asset & Wealth Management



A wealth of experience. All under one roof.

Active | Passive | Alternatives | Loans & Deposits | Wealth

Passion to Perform

Edgar Brandt Advisory

Votre partenaire de confiance pour le conseil d'entreprise

www.eb-advisory.com

Membre de la Chambre fiduciaire CHAMBRE FIDUCIAIRE



9 771421 948004 2 0012